

1- Méthodologie et Objectifs de la note

En 2016, une méthodologie a été validée pour la fixation des prix de vente retenus dans les PE. Il est prévu une mise à jour annuelle des prix, par la CRAB et soumise à validation du CRIT.

Rappel : En l'absence de données prospectives, elle est basée sur l'historique des prix payés aux producteurs (source : Agreste, CER France..) sur les 7 dernières années (en enlevant la valeur minimale et la maximale) et intègre une marge de sécurité de l'ordre du 5 % afin d'intégrer un risque lié à la volatilité des prix.

Il s'agit d'une simple référence moyenne et chaque projet doit être analysé au travers :

- de ce **prix de vente retenu**. Ce prix sera ajusté en fonction de plus ou moins-values liées à des démarches particulières engagées par l'exploitation ou de caractéristiques spécifiques à l'entreprise. Ces ajustements de prix seront argumentés et justifiés.
- du **prix d'équilibre spécifique** à chaque projet
- et de différents **points de vigilance** pointés dans l'étude prévisionnelle

La sécurisation du projet ne se limite pas au prix de vente retenu ; elle peut également être intégrée dans chacun des postes, qu'ils soient techniques ou économiques

Au-delà du prix de vente retenu, un certain nombre de **points de vigilance** sont à observer sur chaque projet et à prendre en compte par chaque futur chef d'entreprise :

- Organisation du travail et besoins en main d'œuvre*
- Coût de reprise, investissements, niveaux de prélèvements privés et d'annuités
- Productivité (L/VL, IC) et notamment faisabilité des résultats techniques dans le cadre de développements prévisionnels d'ateliers parfois très conséquents
- Degré d'autonomie vis-à-vis de l'aliment et efficacité globale
- Situation financière et situation initiale de trésorerie

*un repère « temps de travail » est approché avec le porteur de projet dans le cadre de son accompagnement 3P, ceci grâce à l'outil « Calcuette temps de travail » développé par la chambre d'agriculture. Il s'agit d'une approche à vocation pédagogique et d'alerte et doit être appréhendée avec précaution. Elle est affinée dans l'étude prévisionnelle avec le cas échéant, les points de vigilance et l'identification des leviers d'adaptation.

Prise en compte des aides PAC dans cette période de révision :

A ce stade, il demeure trop d'incertitudes sur l'évolution des aides PAC pour faire évoluer leur montant dans nos études au-delà de 2021.

Cependant, dans les études prévisionnelles réalisées par la Chambre d'agriculture, sont analysées la sensibilité aux aides et la prévention des risques, en particulier au travers :

- De la part des aides dans la rentabilité du projet : Ratio aides PAC / EBE
- Du positionnement des DPB de l'exploitation par rapport à la moyenne nationale (effets de la convergence en positif ou négatif). Pour rappel, montant moyen DPB 2016/2017 : 120€ et montant moyen DPB 2018/2019 : 115€.

Concernant **les MAEC**, nous proposons que :

- lorsque les MAEC ne sont pas encore souscrites au moment de la réalisation du PE, l'aide correspondante ne soit pas intégrée dans l'étude. Son impact potentiel est analysé au niveau de la marge de sécurité du projet. Nous ferons exception pour les **MAEC PRM** (Protection des Races Menacées) et **API** (Apiculture) pour lesquels nous proposons de prendre en compte des nouveaux contrats de 5 ans. Pour ces MAEC, attention au cahier des charges bien spécifique.

- pour les MAEC déjà en cours sur l'entreprise : les aides sont intégrées dans l'étude jusqu'à la fin de la contractualisation mais pas au-delà (même si l'objectif est de souscrire par la suite une nouvelle MAEC),

- les aides à la **conversion BIO** sont intégrées dans le PE même si la contractualisation n'est pas encore faite,

- lorsque les aides au **maintien BIO** ne sont pas encore souscrites, elles ne sont pas prises en compte au regard des incertitudes pesant sur leur montant voire sur leur pérennité. Leur impact potentiel est analysé au niveau de la marge de sécurité du projet).

- pour les aides au maintien BIO déjà en cours sur l'entreprise : les aides sont intégrées dans l'étude jusqu'à la fin de la contractualisation mais pas au-delà (même si l'objectif est de souscrire une nouvelle MAB).

2. Prix du lait

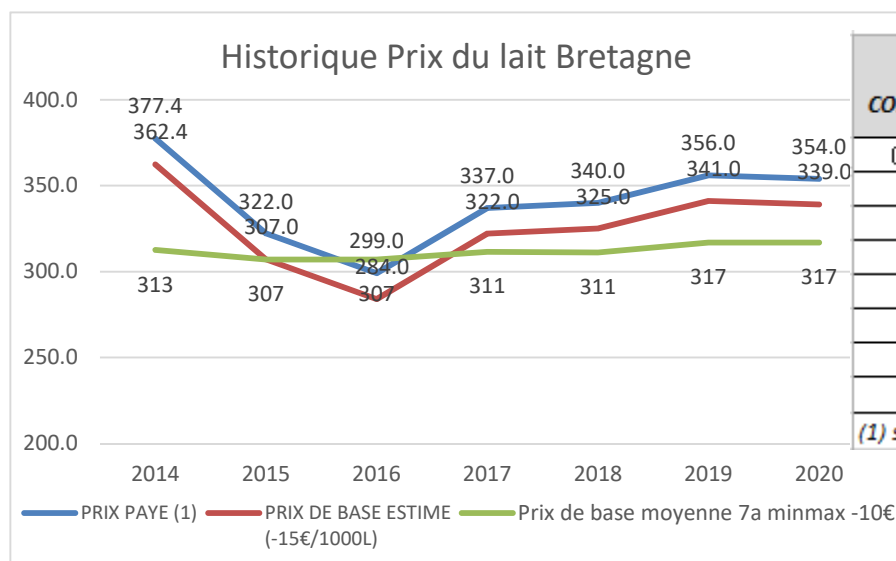
Prix du lait conventionnel

La production de lait de vache en Bretagne

Prix payé aux producteurs (en euro / 1 000 litres)

Source : enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer -

Extrait du site Internet de la DRAAF Bretagne : www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Informations_statistiques



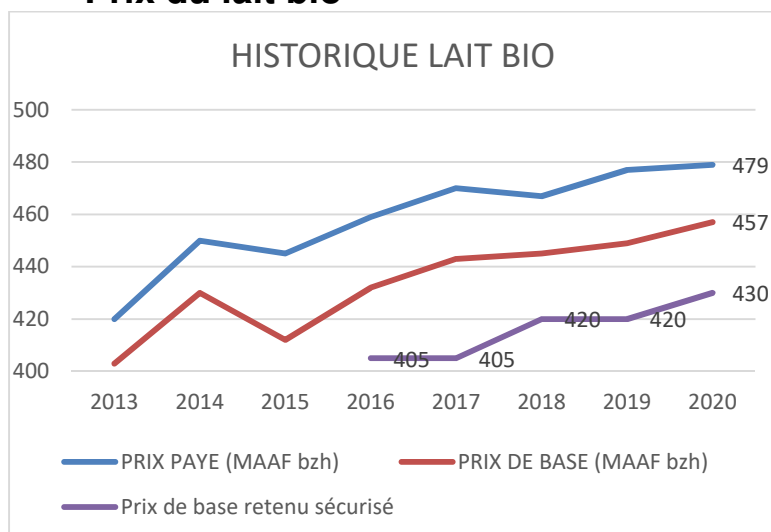
LAIT CONVENTIONNEL	PRIX PAYE (1)	PRIX DE BASE ESTIME (-15€/1000L)	Prix de base moyenne 7a minmax -10€
(euro/1000 litres)	BZH		
2014	377.4	362.4	313
2015	322.0	307.0	307
2016	299.0	284.0	307
2017	337.0	322.0	311
2018	340.0	325.0	311
2019	356.0	341.0	317
2020	354.0	339.0	317
(1) source DRAAF Bretagne		proposition	317

Proposition 2021 :

Le **prix de base proposé est de 317 €/1000 l pour 2021**. La plus-value moyenne est estimée à env. 15 €. Ce prix de base sera majoré (ou minoré) de la plus-value qualité propre à chaque élevage (taux, qualité sanitaire, charte qualité,...).

Il est proposé de réduire légèrement la sécurité prise sur le prix (soit env. 3 % (10 €) au lieu de 5%). Il pourra être introduit la réalisation d'une simulation du calcul de marge de sécurité sur une mauvaise année. Cette notion de « stress test », intégrée dans l'étude EPI, à vocation pédagogique et de prévention des risques vis-à-vis des JA, pourra permettre de tester la robustesse du système et de la trésorerie.

Prix du lait bio



LAIT BIO	PRIX PAYE (MAAF bzh)	PRIX DE BASE (MAAF bzh)	Prix de base moyenne 7a minmax -10€	Prix de base retenu sécurisé
2013	420	403		
2014	450	430		
2015	445	412		
2016	459	432	411	405
2017	470	443	414	405
2018	467	445	418	420
2019	477	449	422	420
2020	479	457	430	430
données provisoires			proposition +	430

Proposition 2021 :

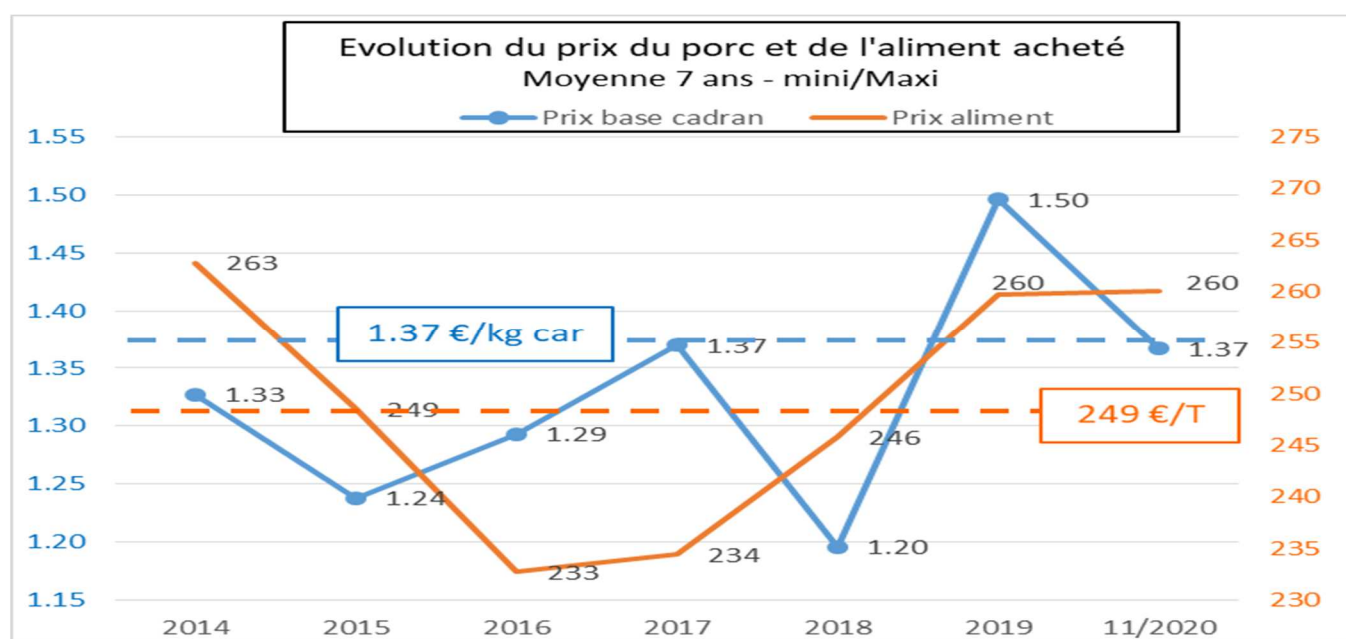
La plus-value moyenne est estimée à env. 11 €, soit **un prix de base proposé à 430 €/1000 l pour 2021**.

Ce prix de base sera majoré (ou minoré) de la plus-value qualité propre à chaque élevage (taux, qualité sanitaire, charte qualité,...).

3. Prix du Porc (NE)

Sur les 7 dernières années, le prix moyen de l'aliment acheté à 100% dans le commerce est de l'ordre du 250 €/T (249 € en moyenne) et le prix moyen du porc « cadran » de 1,37 €/kg de carcasse soit un prix payé de 1,54€ avec 0.17€/kg de plus-value. Sources : CER 22 - Elevages avec 100% d'achat d'aliments.

Valeur mini	Cadran	CER 22 - Porc NE 100% achat aliment			Ratio Prix	Agreste	ratio Prix
Valeur maxi	Prix base cadran	Prix base	+value	Prix aliment	aliment/porc	Prix blé	blé/aliment
2014	1.327	1.327	0.169	263	5.7	141	54%
2015	1.238	1.232	0.170	249	5.6	145	57%
2016	1.293	1.284	0.165	233	6.2	132	61%
2017	1.370	1.369	0.169	234	6.6	141	60%
2018	1.196	1.196	0.173	246	5.6	163	57%
2019	1.496	1.487	0.164	260	6.4	147	54%
11/2020	1.367	1.386	0.171	260	6.0	170	54%
moyenne 7 ans	1.327	1.326	0.169	249	6.0	148	57%
moyenne 7 ans - Mini Maxi	1.319	1.320		250	5.3	147	56%
Prix retenus	1.280		0.17	250	5.8	145	56%



Compte tenu de la tendance haussière du prix de l'aliment, des perspectives de marché, avec une production mondiale en croissance, une inconnue sur l'évolution des pandémies (peste porcine, ...) et sur les besoins d'évolutions des cahiers des charges (bien être, ...), nous faisons le choix de conserver une certaine prudence.

Proposition 2021 :

Nous proposons ainsi de maintenir un **prix de base à 1.28 €/kg** (soit 1.45 € prix payé au producteur pour une +value moyenne à 0.17 €/kg), avec **un coût de l'aliment acheté Naisseur Engraisseur à 250 €/T**.

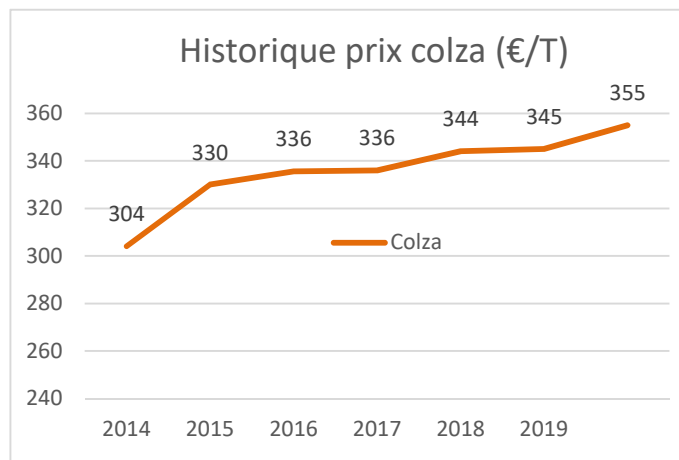
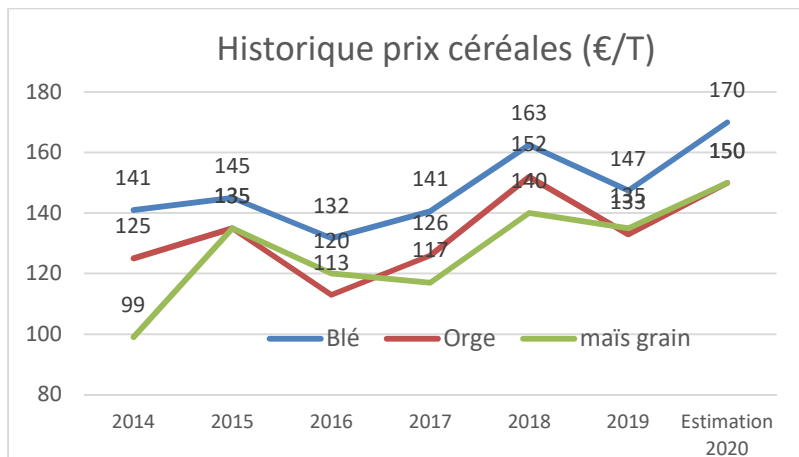
Ces valeurs sont adaptées en fonction de la conduite de l'élevage :

- En cas de valorisation des céréales produites (FAF) les prix des aliments seront revus à la baisse (- 5 à -40 €/T d'aliment selon le taux d'incorporation et le type de matières premières, céréales ou maïs en engraissement par exemple)
- Selon les performances techniques impactant la plus-value notamment
- S'y ajoutent les plus-values contractualisées (label, chartes qualité)
- **Pour les élevages en AB**, le prix retenu est celui contractualisé avec l'abattoir ou le groupement (souvent déconnecté du cadran).

4. Prix des céréales

EN CONVENTIONNEL

En appui sur cette méthodologie (Source : Agreste, moyennes – 5% de marge de sécurité) :

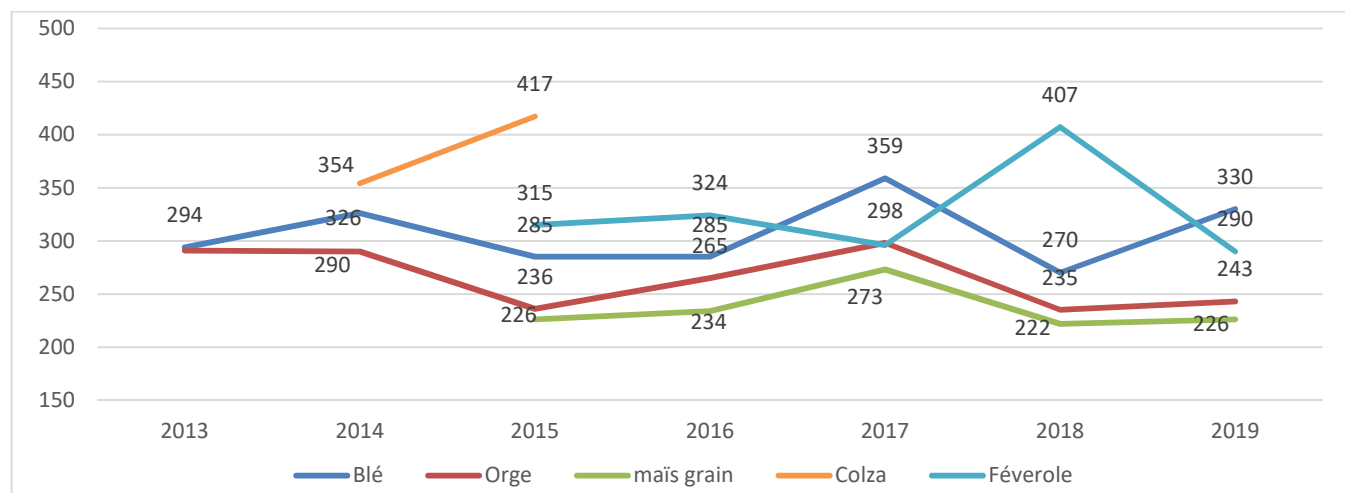


CULTURES DE VENTE CONVENTIONNELLES				
	Blé	Orge	maïs grain	Colza
2014	141	125	99	304
2015	145	135	135	330
2016	132	113	120	336
2017	141	126	117	336
2018	163	152	140	344
2019	147	133	135	345
Estimation 2020	170	150	150	355
moyenne7a minmax	147	134	129	338
moyenne7a minmax -3%	143	130	126	328
proposition 2021	145	135	125	330
ECARTYPE 7 ans (€/T)	13	14	17	16
évolution 2021/2020	maintien	maintien	maintien	+10€
(+10€/T si stockage ou circuit spécifique de commercialisation)				

Sont proposées les références suivantes pour 2021 :

Culture	Prix 2018 €/T	Prix 2019 €/T	Prix 2020 €/T	Prix 2021 €/T
Blé tendre	145	145	145	145
Orge-Triticale	135	135	135	135
Maïs grain	125	125	125	125
Colza	325	320	320	330

EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE



	Blé	Orge	maïs grain	Colza	Féverole
2013	294	291	300		335
2014	326	290		354	
2015	285	236	226	417	315
2016	285	265	234		324
2017	359	298	273		296
2018	270	235	222	672	407
2019	330	243	226		290
moyenne7a minmax	304	265	236	481	328
moyenne7a minmax -3%	295	257	229	467	317
proposition 2020	300	250	230	460	320
ECARTYPE 7 ans (€/T)	32	28	32	168	42
évolution 2021/2020	maintien	maintien	maintien	maintien	maintien